

5219

2022-10-13 09:23:26

Type de milieu applicable	SZD.1	1
---------------------------	-------	---

Attention! Des dispositions particulières s'appliquent à votre zone.

Lotissement			
	Type de structure	Minimum	Maximum
A	Largeur d'un lot (m)	Isolé	2
		Jumelé	3
		Contigu	4
B	Superficie d'un lot (m ²)	Isolé	5
		Jumelé	6
		Contigu	7

Implantation d'un bâtiment			
		Minimum	Maximum
A	Marge avant (m)		8
B	Marge avant secondaire (m)		9
C	Marge latérale (m)		10
D	Marge arrière (m)		11
E	Front bâti sur rue (%)		12
F	Emprise au sol du bâtiment (%)		13
Type de structure	Isolé	Jumelé	Contigu
1 logement	Non autorisé		Autorisé
2 ou 3 logements			
4 logements ou plus			
Habitation collective (H2)			
Habitation (H3)			
Maison mobile (H4)			
Autre usage			

Implantation d'un bâtiment agricole			
		Minimum	Maximum

A	Marge avant (m)	21
B	Marge avant secondaire (m)	22
C	Marge latérale (m)	23
D	Marge arrière (m)	24
	Marge de recul d'une ligne de terrain adjacente à un type de milieux de catégorie T2, T3, T4 T5 ou T6 (m)	25

Architecture d'un bâtiment			
		Type de structure	Minimum Maximum
A	Largeur d'un bâtiment (m)	Isolé	26
		Jumelé	27
		Contigu	28
B	Superficie de plancher (m ²)		29
C	Nombre d'étages		30
D	Hauteur d'un bâtiment (m)		31
E	Hauteur d'un étage (m)	Rez-de-chaussée	32
F	Hauteur du plancher du rez-de-chaussée (m)	Sans distinction de l'usage	33
		Habitation (H)	34
		Autre usage	35
G	Plan angulaire (degré)		36
H	Largeur d'un plan de façade principale (m)		37
I	Ouverture d'une façade principale au rez-de-chaussée (%)	Sans distinction de l'usage	38
		Habitation (H)	39
		Autre usage	40
J	Ouverture d'une façade principale aux autres étages (%)		41
K	Largeur d'une façade aveugle au rez-de-chaussée (m)		42
	Matériaux de revêtement autorisés		43
L	Retrait d'un garage par rapport au plan de façade principale (m)		44
M	Hauteur d'une porte de garage (m)		45
N	Superficie de plancher des étages supérieurs à 24 m (m ²)		46

O	Retrait avant des étages (m)	Hauteur entre 10 m et 24 m	47
		Hauteur supérieure à 24 m	48
P	Marge latérale et arrière des étages (m)	Hauteur supérieure à 12 m	49
		Hauteur supérieure à 24 m	50
Q	Distances entre deux sections de grande hauteur d'un bâtiment (m)		51

Aménagement d'un terrain			
		Minimum	Maximum
A	Proportion d'un terrain en surface végétale (%)		52
B	Proportion d'une cour avant ou avant secondaire en surface végétale (%)		53
	Proportion d'un terrain en surface carrossable (%)		54
Bande tampon		Type de milieux adjacent	
	A		55
	B		56
	C		57
	D		58
	E		59
	F		60
	G		61
	Entreposage extérieur autorisé		62
	Étalage extérieur autorisé		63

Stationnement				
	Cour avant	Cour avant secondaire	Cour latérale	Cour arrière
	Emplacement d'une aire de stationnement			64
	Emplacement d'une aire de chargement et déchargement			65
			Minimum	Maximum
A	Empiètement de l'aire de stationnement devant la façade principale avant (%)			67
B	Largeur de l'entrée charretière (m)			68
	Nombre minimum de cases		Minimum	

Usage principal de la catégorie d'usages « Habitation (H)»	Par logement	69
	Par chambre	70
	Pour visiteur (bât. de 10 logements ou 10 chambres et plus)	71
	Usage additionnel	72
Autre usage	Usage principal	73
	Usage additionnel	74
	Aire de rassemblement	75

Utilisation des cours et des toits		
		Type
Utilisation des cours et des toits autorisée		76
Bâtiment d'habitation de 1 à 3 étages		77
Autre bâtiment		78
		Minimum Maximum
A	Emprise au sol des constructions accessoires (%)	79
B	Hauteur d'une porte de garage d'un bâtiment accessoire (m)	80

Affichage	
Affichage autorisé	81

Usages et densité d'occupation	
Usages spécifiquement autorisés	82
Usages spécifiquement prohibés	Équipement de service public léger (E1), Récréation intensive (R2) 83

Autres dispositions particulières

1856. Les dispositions de cet article s'appliquent à l'intérieur d'une inclusion agricole ou de la zone agricole permanente.

84

Lorsqu'un usage principal autre qu'un usage principal de la catégorie d'usages « Agricole (A) » est autorisé en vertu de ce règlement, les exigences de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41-1) s'appliquent. Notamment, un changement d'usage principal ou l'introduction d'un nouvel usage principal autre qu'un usage principal de la catégorie d'usages « Agricole (A) » nécessite, sauf exception, l'autorisation au préalable de la CPTAQ.

Une habitation de 1 logement respectant les conditions de l'article 40 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41-1) est autorisée dans la zone concernée.

À l'exception d'un usage principal de la catégorie d'usages « Agricole (A) » ou d'une habitation de 1 logement autorisé en vertu de l'article 40 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41-1), un usage principal autorisé en vertu des dispositions du titre 7 ou un usage principal qui était existant et conforme aux usages autorisés et, le cas échéant, au nombre de logements autorisés par la réglementation municipale immédiatement avant l'entrée en vigueur de ce règlement est autorisé dans la zone concernée, mais strictement si l'une des conditions suivantes est respectée :^a.

1. l'usage principal bénéficie d'un droit acquis pour une utilisation à une fin autre que l'agriculture conformément à la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41-1);
2. l'usage principal bénéficie d'une autorisation en vertu d'un jugement rendu par la CPTAQ avant le 8 décembre 2017.

Malgré l'alinéa précédent, les usages principaux suivants sont autorisés dans la zone concernée s'ils bénéficient, si requis en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41-1), d'un droit acquis pour une utilisation à une fin autre que l'agriculture ou d'une autorisation en vertu d'un jugement rendu par la CPTAQ :

1. un usage autorisé sur l'ensemble du territoire en vertu du chapitre 2 du titre 6;
2. un usage principal du groupe d'usages « Récréation extensive (R1) »;
3. une installation de recherche, de développement et d'éducation reliée à l'agriculture située sur un terrain appartenant à un organisme public, strictement à l'extérieur des limites des bois et corridors d'intérêt identifiés au feuillet 10 de l'annexe A.

Dans un type de milieux T2.1 ou T2.2, en plus des usages autorisés aux alinéas précédents, sur une partie de terrain bénéficiant d'un droit acquis pour une utilisation à une fin autre que l'agriculture conformément à la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41-1) et sur une partie de terrain ayant bénéficié d'une autorisation à une fin autre que l'agriculture en vertu d'un jugement rendu par la CPTAQ avant le 8 décembre 2017, un changement d'usage principal, l'introduction d'un nouvel usage principal ou une modification au nombre de logements est autorisé, de plein droit au sens de la réglementation municipale, selon les dispositions du tableau qui suit et selon les dispositions suivantes :

1. à l'exception d'un bâtiment existant occupé par un usage principal de la catégorie d'usages « Habitation (H) », un usage principal de la catégorie d'usages « Habitation (H) » autorisé au tableau suivant peut occuper uniquement un bâtiment dont le type de structure est isolé;
2. l'usage principal existant constitue le dernier usage principal exercé sur le terrain au cours des 6 mois précédant la demande de changement d'usage;
3. en l'absence de l'exercice d'un usage principal dans les 6 mois précédents la demande, le terrain est réputé vacant.

Tableau 770. Conversion d'usage principal autorisée sur une partie de terrain bénéficiant d'un droit acquis conformément à la LTPAA et sur une partie de terrain ayant bénéficié d'une autorisation par la CPTAQ

Usage, groupe d'usages ou catégorie d'usages de l'usage principal existant	Sous-groupe d'usages ou groupe d'usages dont la conversion d'un usage principal est autorisée	
Vacant	1. Habitation (H1) de 1 logement	1
Habitation (H)	1. Habitation (H1) d'un nombre de logements égal ou inférieur à celui existant	2
Bureau et administration (C1)	1. Habitation (H1) de 1 logement 2. Bureau et administration (C1) 3. Établissement institutionnel et communautaire (P1)	3

Autres dispositions particulières		
Usage, groupe d'usages ou catégorie d'usages de l'usage principal existant	Sous-groupe d'usages ou groupe d'usages dont la conversion d'un usage principal est autorisée	
Commerce de services, de détail, d'hébergement, de restauration et de divertissement (C2)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Habitation (H1) de 1 logement 2. Bureau et administration (C1) 3. Commerce de services, de détail, d'hébergement, de restauration et de divertissement (C2); toutefois, un usage principal des sous-groupes d'usages Commerces de restauration (C2c), Commerce d'hébergement (C2d) et Commerce de divertissement (C2e) ne peut être autorisé lors d'une conversion d'usages que s'il appartient au même sous-groupe d'usages que l'usage existant 4. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	4
Débit de boisson (C3)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Habitation (H1) de 1 logement 2. Bureau et administration (C1) 3. Commerce de services (C2a) 4. Commerce de détail (C2b) 5. Commerce de restauration (C2c) 6. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	5
Commerce à incidence (C4)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	6
Commerce et service reliés à l'automobile (C5)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	7
Poste d'essence et station de recharge (C6)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Poste d'essence et station de recharge (C6) 4. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	8
Commerce lourd (C7)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Commerce lourd (C7) 4. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	9
Établissement institutionnel et communautaire (P1)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	10
Activité de rassemblement (P2)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 	11
Récréation extensive (R1)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Récréation extensive (R1) 	12
Récréation intensive (R2)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 3. Récréation extensive (R1) 4. Récréation intensive (R2); toutefois, un usage principal de ce groupe d'usages ne peut être un usage autorisé lors d'une conversion d'usages que s'il appartient au même sous-groupe d'usages que l'usage existant 	13
Golf (R3)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Récréation extensive (R1) 	14
Artisanat et industrie légère (I1)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Établissement institutionnel et communautaire (P1) 4. Artisanat et industrie légère (I1) 	15

Autres dispositions particulières

Usage, groupe d'usages ou catégorie d'usages de l'usage principal existant	Sous-groupe d'usages ou groupe d'usages dont la conversion d'un usage principal est autorisée	
Entreposage, centre de distribution et commerces de gros (I2)	1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Établissement communautaire (P1) 4. Artisanat et industrie légère (I1)	16
Industrie lourde (I3)	1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Établissement communautaire (P1) 4. Artisanat et industrie légère (I1)	17
Équipement de service public léger (E1) Équipement de service public contraignant (E2)	1. Bureau et administration (C1) 2. Commerce de services (C2a) ou commerce de détail (C2b) 3. Établissement communautaire (P1) 4. Artisanat et industrie légère (I1) 5. Équipement de service public léger (E1)	18

Lorsqu'un usage principal autre qu'agricole est autorisé dans un type de milieux T2.1 ou T2.2, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. Pour un usage principal de la catégorie d'usages « Habitation (H) » :
 - a. au moins 50 % de la superficie d'une cour avant et, le cas échéant, d'une cour avant secondaire doit être aménagée en surface végétale;
 - b. la largeur maximale d'une entrée charretière est fixée à 5,5 m;
 - c. l'entreposage extérieur n'est pas autorisé.
2. Pour un usage principal de la catégorie d'usages « Commerces et services (C) », à l'exception d'un usage principal du groupe d'usages « Commerce lourd (C7) » :
 - a. au moins 25 % de la superficie du terrain doit être aménagée en surface végétale;
 - b. la largeur maximale d'une entrée charretière est fixée à 9 m;
 - c. le type d'entreposage extérieur autorisé est le type B;
 - d. le type d'utilisation des cours et des toits autorisé est le C;
 - e. le type d'étalage extérieur autorisé est le type C;
 - f. le type d'enseigne autorisé est le type C.
3. Pour un usage principal de la catégorie d'usages « Public, institutionnel et communautaire (P) » ou « Récréation (R) » :
 - a. au moins 25 % de la superficie du terrain doit être aménagée en surface végétale;
 - b. la largeur maximale d'une entrée charretière est fixée à 9 m;
 - c. le type d'utilisation des cours et des toits autorisé est le D;
 - d. le type d'enseigne autorisé est le type E.
4. Pour un usage principal du groupe d'usages « Commerce lourd (C7) » ou de la catégorie d'usages « Industrie (I) », à l'exception d'un usage principal du groupe d'usages « Industrie d'extraction (I4) » :
 - a. au moins 10 % de la superficie d'un terrain doit être aménagée en surface végétale;
 - b. la largeur maximale d'une entrée charretière est fixée à 9 m;
 - c. le type d'entreposage extérieur autorisé est le type C;
 - d. le type d'étalage extérieur autorisé est le type C;
 - e. le type d'utilisation des cours et des toits autorisé est le C;
 - f. le type d'enseigne autorisé est le type C.
5. Pour un usage principal du groupe d'usages « Industrie d'extraction (I4) » ou de la catégorie d'usages « Équipement de service public (E) » :
 - a. la largeur maximale d'une entrée charretière est fixée à 9 m;
 - b. le type d'entreposage extérieur autorisé est le type C;
 - c. le type d'étalage extérieur autorisé est le type C;

Autres dispositions particulières

- d. le type d'utilisation des cours et des toits autorisé est le C;
 - e. le type d'enseigne autorisé est le type C.
6. Dans le cas d'un bâtiment d'usages mixtes, les normes les plus restrictives parmi les précédentes s'appliquent.

CDU-1-1, a. 381-382 (2023-11-08);

1896. Le prolongement d'une ligne de distribution du réseau électrique doit être réalisé en mode souterrain, à moins qu'Hydro-Québec n'émette un avis indiquant que la desserte souterraine est impossible à réaliser. Dans un secteur desservi ou destiné à être desservi par un réseau de distribution électrique souterrain :

- 1. le prolongement de tout service d'utilité publique doit être réalisé en mode souterrain;
- 2. le branchement d'un immeuble à un réseau souterrain d'un service d'utilité publique et tout autre fil conducteur doivent soit être enfouis dans le sol, soit faire contact en tous points avec un bâtiment ou soit être installés dans un conduit faisant contact en tous points avec un bâtiment.

Lorsqu'un bâtiment peut se brancher à un réseau aérien existant d'un service d'utilité publique sans que ce réseau ait à être prolongé, un branchement aérien est autorisé. Malgré ce qui précède, sauf pour une habitation comportant moins de 6 logements, lorsqu'un service d'utilité publique est situé le long d'une ligne de rue, le branchement d'un nouveau bâtiment à un tel réseau et tout autre fil conducteur ne faisant pas partie d'un tel réseau doivent être enfouis dans le sol, faire contact en tous points avec un bâtiment ou être installés dans un conduit faisant contact en tous points avec un bâtiment.

Malgré les alinéas précédents, un branchement aérien temporaire est autorisé dans le cadre de travaux pour la durée de validité du permis de construction ou du certificat d'autorisation autorisant ces travaux ainsi que dans le cadre d'un usage temporaire pour la durée pour laquelle un tel usage est autorisé par la réglementation municipale.

^aLa date d'entrée en vigueur de ce règlement est le 11 novembre 2022.